

CONCOURS D'ACCES AU CYCLE MASTER  
OPTION : CONTROLE DE GESTION ET SYSTEME D'INFORMATION (CGSI).

Jeudi 22/09/2016.

Durée : 2 H

Cochez la ou les bonnes réponses

PARTIE I :  
FINANCE / FISCALITE

Q1. Parmi les affirmations suivantes relatives au tableau de financement, cochez celles qui vous semblent vraies :

- A. La diminution d'un poste de passif correspond à un flux d'emploi ;
- B. L'augmentation d'un poste d'actif correspond à un flux de trésorerie ;
- C. La distribution des dividendes diminue les ressources stables ;
- D. La première partie du tableau de financement met en évidence quatre sources de financement et cinq utilisations de financement.

Q2. En cours d'exercice, une entreprise a cédé une immobilisation pour 80 000 dh hors taxes, acquise hors taxes 200 000 dh, et dont la valeur nette comptable était de 140 000 dh. Cette opération se traduit par :

- A. Une augmentation des ressources durables de 80 000 dh ;
- B. Une augmentation des ressources durables de 200 000 dh ;
- C. Une diminution des emplois stables de 200 000 dh ;
- D. Une diminution des emplois stables de 80 000 dh ;
- E. Une diminution des emplois stables de 140 000 dh ;

Q3. Le retraitement des charges de personnel intérimaire dans une optique financière :

- A. Fait augmenter la valeur ajoutée ;
- B. Fait diminuer la valeur ajoutée ;
- C. Laisse la valeur ajoutée inchangée ;
- D. Aucune réponse.

Q4. Parmi ces affirmations, lesquelles sont vraies ?

- A. La rentabilité économique représente la rentabilité des capitaux investis ;
- B. La rentabilité économique est indépendante de la structure de financement de l'entreprise car le résultat d'exploitation est indépendant de la manière dont est financée l'entreprise ;
- C. La rentabilité économique représente la rentabilité des capitaux propres,
- D. La rentabilité économique tient compte du financement de l'entreprise car les charges financières sont comprises dans le résultat.

Q5. L'entreprise ALPHA a des crédits clients pour un total de 15 000, des stocks de matières premières pour un total de 20 000 et des stocks de produits finis pour un total de 5 000. Elle a des dettes fournisseurs pour un total de 40 000 et des dettes fiscales et sociales pour un montant de 3 000. L'année précédente, le BFR était de - 5 000. La trésorerie de ALPHA :

- A. Se détériore ;
- B. S'améliore ;
- C. Ne change pas ;
- D. Les trois réponses sont fausses.

Q6. Dans le bilan financier :

- A. Les actifs fictifs sont à éliminer de l'actif immobilisé et en contrepartie, à déduire des capitaux propres ;
- B. Le crédit-bail est à retraiter car l'entreprise étant propriétaire du bien, celui-ci doit être figuré à l'actif du bilan ;
- C. Le stock outil ou minimum est considéré comme immobilisé et donc à plus d'un an ; il doit être transféré de l'actif circulant vers l'actif immobilisé
- D. Les trois réponses sont fausses.

Q7. En cours d'exercice, une entreprise a cédé une immobilisation pour 80 000 DH hors taxes, acquise hors taxes 200 000 DH, et dont la valeur nette comptable était de 140 000 DH. Cette opération se traduit par :

- A. Une augmentation des ressources durables de 80 000 DH ;
- B. Une augmentation des ressources durables de 200 000 DH ;
- C. Une diminution des emplois stables de 200 000 DH ;
- D. Une diminution des emplois stables de 80 000 DH ;
- E. Une diminution des emplois stables de 140 000 DH ;

Q8. Une entreprise embauche un commercial supplémentaire : Salaire annuel: 250 000 ; Charges sociales: 125 000 ; Frais de déplacement: 25 000

Cette opération se traduit par :

- A. Une diminution de la valeur ajoutée de 25 000,
- B. Aucune modification de la valeur ajoutée ;
- C. Une diminution de la valeur ajoutée de 250 000
- D. Une diminution de l'excédent brut d'exploitation (EBE) de 37 500 ;
- E. Une diminution de l'excédent brut d'exploitation (EBE) de 400 000 ;

Q9. Le taux de rentabilité économique d'une entreprise est de 15% (K), le rapport dettes/capitaux propres est égal à 2, à quel taux d'intérêt doit-elle rémunérer ses dettes pour que son taux de rentabilité des fonds propres soit égal à 14% ? Taux d'imposition de 30% ?

- A. 11,50% B. 11,73%  C. 12,50% ; D. 12,73%.

Q10. La situation de certains clients douteux s'est dégradée, l'entreprise décide d'augmenter les dépréciations des comptes clients de 300 000 DH. Elle est soumise à l'impôt sur les sociétés au taux de 30%. Cette opération :

- A. Ne modifie pas la capacité d'autofinancement ;
- B. Augmente la CAF de 300 000 DH ;
- C. Diminue la CAF de 300 000 DH ;
- D. Augmente la CAF de 90 000 DH ;
- E. Diminue le résultat net de 210 000.

Q11. Quelles sont les opérations qui contribuent à augmenter le fonds de roulement net global :

- A. Le remboursement d'un emprunt à long terme ;
- B. L'acquisition d'une immobilisation ;
- ✓ C. L'augmentation du capital en numéraire ;
- ✓ D. L'augmentation du capital par incorporation de réserves ;
- E. La cession d'immobilisation dont la valeur nette est supérieure à zéro.

Q12. Le CA (2014) d'une entreprise partiellement assujettie à la TVA se présente comme suit : CA réalisé au Maroc : 5.000.000 ; CA à l'étranger : 1.000.000 ; CA fait en suspension de la TVA : 1.700.000 ; Cession d'éléments de l'actif : 800.000 ; Location d'immobiliés nus : 1.600.000 ; Vente de déchets provenant des fabrications : 300.000. Pour 2015, le prorata applicable est de :

- A. 85,7% ;
- B. 80,4% ;
- C. 86,8%
- D. Les trois réponses ci-dessus sont fausses

Q13. Les cas pour lesquels le remboursement de la TVA est admis sont :

- ✓ A. La cessation d'activité taxable
- ✓ B. Opérations réalisées sous le régime suspensif
- C. Opérations exonérées sans droit à déduction
- D. Opérations du crédit-bail

Q14. Plusieurs facteurs peuvent être à l'origine du bufoir en matière de la TVA :

- A. La cession d'immobilisations avant 5ans
- B. La différence de taux
- C. La faiblesse de la VA
- D. Le changement du prorata de déduction

Q15. Peuvent bénéficier du régime suspensif de la TVA :

- ✓ A. Les coopératives
- B. Les entreprises exportatrices de produits
- ✓ C. Les ventes en l'état de produits importés réalisées par les commerçants importateurs
- D. Les entreprises exportatrices de services

Q16. Sont assujetties à l'impôt sur le revenu :

- ✓ A. Les personnes physiques qui ont au Maroc leur domicile fiscal, à raison de leurs revenus, de source marocaine et étrangère
- ✓ B. Les personnes physiques qui n'ont pas au Maroc leur domicile fiscal, à raison de leurs revenus de source marocaine
- C. Les ambassadeurs et agents diplomatiques, les consuls et agents consulaires de nationalité étrangère
- ✓ D. Les personnes, ayant ou non leur domicile fiscal au Maroc, qui réalisent des bénéfices ou perçoivent des revenus dont le droit d'imposition est attribué au Maroc

Q17. Sont exclues du champ d'application de l'IS :

- ✓ A. Les sociétés de fait ne comprenant que des personnes physiques
- B. les sociétés immobilières transparentes
- ✓ C. Les sociétés en nom collectif ne comportant que des personnes physiques
- D. Les sociétés de personnes dont les associés ne sont pas tous des personnes physiques

Q18. Dans le cadre de la démarche générale de l'audit, une mission d'audit ne peut pas se réaliser :

- ✓ A- Sans passer par la phase de prise de connaissance générale.
- ✓ B- Sans passer par la phase de l'évaluation du contrôle interne.
- ✓ C- Sans passer par la phase de l'examen analytique.
- ✓ D- Sans passer par les trois phases du processus d'audit.
- E- Aucune réponse.

Q19. Dans le cadre du contrôle réalisé par un auditeur, il s'agit principalement d'un :

- A- Contrôle de gestion.
- B- Contrôle stratégique.
- C- Contrôle fiscal.
- D- Contrôle financier.
- ✓ E- Aucune réponse.

Q20. Lors de la phase de l'évaluation du contrôle interne, l'auditeur ne se préoccupe pas d'analyser :

- ✓ A- Le risque lié à la confusion des tâches.
- B- Le risque lié au non respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.
- ✓ C- Les comptes de l'actif et du passif.
- D- Le manuel des procédures.
- E- Aucune réponse.

Q21. L'audit interne s'inscrit dans le cadre d'une :

- A- Politique globale du contrôle interne.
- B- Démarche de vérification par rapport aux procédures.
- C- Activité de contrôle réalisée d'une manière objective et impartiale.
- D- Mission de commissariat aux comptes.
- ✓ E- Aucune réponse.

Q22. La désignation d'un commissaire aux comptes est :

- A- Obligatoire pour toutes les entreprises.
- B- Obligatoire uniquement pour les SA dont le CA est inférieur à 50 millions de Dhs.
- C- Facultative pour toutes les entreprises.
- D- Facultative uniquement pour les SARL dont le CA est supérieur à 50 millions de Dhs.
- ✓ E- Aucune réponse.

Q23. Lesquels des éléments ci-dessous peuvent faire l'objet d'une circularisation :

- A- Créances clients ;
- B- Crédits fournisseurs ;
- ✓ C- Provisions pour risques et charges ;
- ✓ D- Provisions pour dépréciations ;
- E- Amortissements d'exploitation.

Q24. Une mission d'audit peut se réaliser :

- A- Sans tout contrôler ;
- B- Sans tout vérifier ;
- C- Sans planification ;
- ✓ D- Sans respecter les normes de l'audit ;

Q25. La désignation d'un commissaire aux comptes a pour intérêt de :

- A- Protéger les intérêts des actionnaires et investisseurs ;
- B- Garantir une information objective aux parties prenantes ;
- C- Accompagner et assister les dirigeants pour élaborer des comptes sincères et réguliers ;
- D- Réaliser un audit social ;
- ✓ E- Aucune réponse.

Q26. Lors d'une mission d'audit financier, un auditeur a pour objectif principal de :

- A- Elaborer des comptes réguliers et sincères ;
- B- S'assurer de la régularité et la sincérité des états de synthèse ;
- C- Améliorer la gestion ;
- D- Détecter les fraudes ;
- E- Détecter les erreurs.

Q27. Afin de vérifier la fiabilité des informations financières, l'auditeur peut être amené à comparer entre le volume de production et :

- A- Le chiffre d'affaire en volume ;
- B- Les achats des MP en volume ;
- C- Les stocks de PF en volume ;
- D- La capacité de production ;
- E- Aucune réponse.

Q28. Le contrôle interne s'inscrit dans le cadre d'une :

- A- Politique globale d'audit interne ;
- B- Démarche de prévention des risques ;
- C- Démarche de maîtrise des risques ;
- D- Mission de commissariat aux comptes ;
- E- Aucune réponse.

Q29. Les charges non retenues au niveau de la comptabilité analytique sont :

- A. les charges liées à l'exploitation normale de l'entreprise.
- B. les charges non courantes.
- C. les charges supplétives.
- D. les charges non incorporables.
- E. Aucune réponse.

Q30. La mise en place de la comptabilité de gestion a pour objectif de :

- A. calculer les résultats analytiques.
- B. calculer les rentabilités partielles.
- C. reclasser les charges et les produits par nature.
- D. répondre à une obligation légale.
- E. Aucune réponse.

Q31. La répartition primaire correspond à :

- A. la répartition des charges indirectes dans les centres d'analyse principaux.
- B. la répartition des charges directes et indirectes dans les centres d'analyse principaux.
- C. la répartition des charges des centres auxiliaires dans les centres principaux.
- D. la répartition des charges indirectes dans les centres d'analyse secondaires et principaux.

Q32. Le rapport  $(CA-CV)/CA$  peut exprimer (CV charges variables et CA : chiffre d'affaires) :

- A. Le taux de charges variables.
- B. Une valeur sans intérêt.
- C. Le seuil de rentabilité.
- D. Le taux de marge sur coût variable.
- E. Aucune réponse.

Q33. Le seuil de rentabilité peut-être estimé:

- A. En valeur.
- B. En volume.
- C. En chiffre d'affaires.
- D. En quantité.
- E. Aucune réponse.

Q34. L'indice de sécurité d'une société est de 0,40. Cet indice signifie que :

- A. Le chiffre d'affaires peut augmenter de 40% au même titre que le seuil de rentabilité.
- B. Le chiffre d'affaires peut baisser de 40% sans que le résultat devienne déficitaire.
- C. Le seuil de rentabilité représente 40% du chiffre d'affaires.
- D. La société sera bénéficiaire si son chiffre d'affaires est supérieur de 40% aux prévisions.
- E. Aucune réponse.

**PARTIE III :**  
**MANAGEMENT ET SYSTEME D'INFORMATION**

Q35. L'approche moderne du management repose sur :

- A. Le développement de la capacité d'adaptation de tous les membres de l'organisation
- B. Le schéma de la spécialisation formulée par Taylor
- C. Le développement des « Automatismes »
- D. Les aspects organisationnels

Q36. Le management opérationnel consiste à :

- A. Assurer la gestion de l'entreprise
- B. Définir les objectifs à atteindre
- C. Déterminer les moyens d'action pour atteindre les objectifs fixés
- D. Optimiser la rentabilité

Q37. Le management stratégique consiste à :

- A. Diriger - Animer - Motiver les équipes
- B. Définir les objectifs à long terme
- C. Organiser le travail
- D. Aucune réponse.

Q38. A. MASLOW a proposé une célèbre classification pyramidale des besoins. Des vérifications de ses travaux ont mis en doute :

- A. L'importance des besoins physiologiques
- B. L'importance des besoins psychologiques
- C. L'existence d'une hiérarchie des besoins
- D. L'existence de besoins chez l'individu

Q39. I. Ansoff distingue traditionnellement trois grands types de décisions: stratégiques, tactiques et opérationnelles. Une décision opérationnelle est:

- A. Une décision qui s'applique au niveau de la gestion courante de l'entreprise
- B. Une décision qui concerne l'utilisation optimale des ressources allouées par l'entreprise
- C. Une décision qui engage la firme sur le long terme
- D. Une décision prise au plus haut niveau institutionnel

Q40. Laurence et Lorsch mesurent l'incertitude à partir de plusieurs facteurs:

- A. Le degré avec lequel on peut être sûr de l'information acquise
- B. La complexité de l'environnement
- C. Le temps nécessaire pour connaître le résultat des décisions
- D. La variabilité de l'environnement

Q41. Parmi les affirmations suivantes, concernant les phases de la planification stratégique, lesquelles sont justes ?

- A. Fixer les buts et la mission de l'entreprise
- B. Traduire l'objectif général en sous objectif et en programmes d'actions
- C. Faire un diagnostic et analyser le potentiel de l'entreprise
- D. Préciser, à court terme, la manière selon laquelle les objectifs stratégiques peuvent être atteints

Q42. Selon le modèle de H. SIMON, le processus de décision rationnelle passe par les étapes suivantes :

- A. Une compréhension du problème
- B. Analyse exhaustive des solutions praticables
- C. Choix de la solution retenue, en fonction des moyens disponibles et des objectifs fixés.
- D. Une identification du problème qui aboutit à un diagnostic

Q43. Un auditeur SI doit être impliqué dans :

- A. L'examen des exigences de reprise après sinistre
- B. L'observation des tests du plan de reprise après sinistre
- C. Le développement du plan de reprise après sinistre

Q44. Lors de la planification d'un audit des SI, l'auditeur doit d'abord :

- A. Etablir l'objectif de l'audit
- B. Déterminer le processus opérationnel à soumettre à l'audit
- C. Définir les ressources nécessaires de l'audit

Q45. Lequel des documents suivants représente la meilleure source de renseignement pour un auditeur des SI désireux de connaître les exigences de la formation des employés sur la sensibilisation ?

- A. La politique des ressources humaines
- B. La politique de la sécurité de l'information
- C. La politique d'informatique individuelle

Q46. La période nécessaire au rétablissement des fonctions de traitement de l'information repose sur :

- A. La qualité des données traitées
- B. Les applications centrales
- C. La criticité des processus touchés

Q47. Dans le cadre d'une application financière, qu'est-ce qui devrait être le plus préoccupant pour un contrôleur SI ?

- A. Les contrôles secondaires sont documentés pour identifier les conflits de rôles
- B. Les programmeurs ont accès à la base de données de production
- C. L'officier de la sécurité de l'information n'autorise pas toutes les modifications apportées à l'application

Q48. Laquelle des lacunes suivantes serait considérée comme la PLUS sérieuse pour un ERP utilisé par une banque :

- A. La documentation disponible est limitée
- B. Une copie de secours de la base de données est effectuée une fois par jour
- C. Les contrôles d'accès n'ont pas été passés en revue

Q49. Lequel des énoncés suivants décrit le mieux ce qui permettra d'identifier les écarts par rapport au plan de projet SI

- A. Un référentiel de gestion de projet SI
- B. Un plan de ressources du projet SI
- C. Des critères de rendement du projet SI

Q50. Une entreprise décide d'acquérir un progiciel au lieu de le concevoir. Dans une telle situation, les phases de conception et de développement classiques seraient remplacées par :

- A. Les phases de faisabilité et d'exigences
- B. Les phases de sélection et de configuration
- C. Les phases d'implantation et de test

BON COURAGE